



Vol de deux jours de congés payés 1^{ère} attaque qui en cache bien d'autres

Poissy, le 21 avril 2020

Ce 21 avril, sur tous les sites en France, la direction a convoqué des CSE sur le vol de deux jours de congés et pour obtenir une nouvelle aide à travers une demande d'allocation partielle à l'Etat.

Le 7 avril, avec la signature d'un accord avec tous les syndicats (sauf celle de la CGT), la direction a obtenu la possibilité de nous voler jusqu'à 6 jours de congés payés en les positionnant comme elle le voulait, comme ça l'arrange.

Pour tous les sites, la direction a choisi de nous voler deux jours de congés payés et de les positionner en plein confinement, au beau milieu du chômage : les 24 avril et 7 mai.

Ce sont deux jours de perdus, deux jours mis à la poubelle, deux jours donnés gratuitement à la direction.

Le but de la direction est très clair : consommer nos jours de congés payés immédiatement, alors que les usines ne tournent pas, pour nous faire travailler plus tard, quand elle en aura besoin.

Que gagnent les salariés ? Rien du tout, ils sont perdants sur toute la ligne. **Nous n'accepterons jamais que les salariés se fassent voler leurs congés.**

ATTENTION : cette 1^{ère} attaque en cache bien d'autres. Carlos Tavares, le PDG (qui gagne toujours 21 000 € par jour) vient d'annoncer que malgré le COVID 19, l'objectif de profits était maintenu.

En clair, les ventes vont baisser mais pour réaliser les mêmes profits, la direction va vouloir aggraver les attaques contre l'ensemble des salariés : remise en cause des congés payés, des 35h et d'autres droits collectifs.

Le MEDEF et le gouvernement nous promettent du sang et des larmes. Dès à présent, nous devons nous préparer à devoir défendre nos intérêts.

PSA demande une nouvelle fois que l'argent public finance le chômage pour que les actionnaires ne soient pas mis à contribution et préservent leur 1,1 milliard € de dividende

Rappel : pour la période du 17 mars au 14 avril, la direction a obtenu de la part de l'Etat le versement de l'allocation partielle qui représente 84 % du salaire net. C'est l'Etat qui finance la totalité de ces 84 %. PSA ne donne rien.

Pour la nouvelle période de chômage, la direction ressollicite l'argent public, l'argent de nos impôts.

PSA est un groupe multi milliardaire qui a réalisé 3,6 milliards € de profit en 2019. Il est scandaleux que PSA demande encore fois de l'argent public.

Pour le monde du travail, l'argent magique n'existe pas. Tôt ou tard, le gouvernement va présenter la note à l'ensemble des salariés.

L'argent public doit aller aux hôpitaux publics

Ces centaines de millions € d'argent public seraient mieux utilisés à financer les hôpitaux et les EHPAD qui font face à une pénurie de moyens, de matériels, et d'effectifs.

Nous refusons que ce soit l'argent de nos impôts qui finance les indemnités chômage.

La CGT a revendiqué que ce soit les actionnaires qui financent la totalité du chômage. Pour l'instant ils n'ont pas donné un seul centime de leur 1,1 milliard € de dividendes.

Il est temps qu'ils mettent la main à la poche !